

# **Conditions générales de vente**

Com' en famille  
Programme 100% en ligne

**Lydia Pfister**

---

# Sommaire

---

Préambule	3
Article 1. Présentation de l'entreprise Lydia Pfister	4
Article 2. Objet du contrat	4
Article 3. Informations générales	4
Article 4. Commandes	5
Article 5. Tarifs et modalités de paiement	5
1§ Tarifs	5
2§ Modalités de paiement	6
Article 6. Conclusion du contrat par voie électronique	6
Article 7. Transfert de propriété	7
Article 8. Livraison	7
Article 9. Droit de rétractation	7
Article 10. Les garanties légales	8
Article 11. Responsabilité	9
Article 12. Retard de paiement	9
Article 13. Réclamation et médiation	9
Article 14. Droit de la propriété intellectuelle	10
Article 15. Cas de force majeure	10
Article 16. Droit applicable	10
Annexe I. Formulaire de rétractation	12



---

---

# Préambule

---

Les présentes conditions générales de vente (ci-après désignées CGV) s'appliquent à l'ensemble des ventes conclues par Lydia Pfister (ci-après nommé « le vendeur ») auprès de consommateurs (ci-après nommé « le client »).

Le vendeur exerce une activité d'accompagnement parental. Il est spécialiste dans le(s) domaine(s) d'activité : coaching parental, relation parent / enfant.

Le vendeur propose à la vente les produits numériques suivants :

- Com' en famille

Le vendeur commercialise les produits par les moyens suivants : Instagram, site Internet, ...

---

---

Nom et prénom : Lydia Pfister  
Adresse de domiciliation : 4 Place Gérard Nevers 91140 Villebon-sur-Yvette  
Numéro de téléphone : 06 78 46 31 06  
Adresse e-mail : lydiacoachparentale@gmail.com  
Numéro d'inscription au RCS ou au Répertoire des métiers :751 406 935 00021

Le descriptif des produits et les informations contractuelles sont en langue française.

Pour toute éventuelle réclamation, le client a la possibilité de contacter le vendeur par e-mail à l'adresse suivante : lydiacoachparentale@gmail.com

---

---

**Article 2.      Objet du contrat**

---

---

Les présentes conditions générales de vente permettent de déterminer l'ensemble des droits et des obligations du vendeur et du client à l'occasion de la vente des produits susmentionnés.

Le client doit avoir la capacité juridique de contracter.  
Sont incapables de contracter :

- Les mineurs non émancipés
- Les majeurs protégés

La nullité d'une clause du présent contrat n'entraîne pas la nullité des CGV.

---

---

**Article 3.      Informations générales**

---

---

Afin de s'assurer de l'acceptation des CGV par le client, le vendeur met en place une case à cocher. En cochant cette case, le client déclare avoir pris connaissance des présentes CGV et les accepte avant son achat, sans restriction ni réserve.

Le client déclare avoir eu accès à toutes les informations nécessaires avant d'effectuer son achat.

Les présentes CGV s'appliquent aux produits livrés aux consommateurs établis en France et dans le monde entier.

Le vendeur transmet au client par e-mail les présentes CGV, accompagnées du bon de commande ou du devis. Le client est invité à enregistrer ces CGV.

En outre, le vendeur conserve la preuve de l'acceptation des CGV et de la transaction effectuée par le client.

Ces CGV peuvent être modifiées ultérieurement, si tel est le cas, la version applicable à l'achat du client est celle en vigueur au jour de la validation de sa commande.

Les clauses du présent contrat sont indépendantes, ainsi la nullité d'une des clauses n'entraîne pas la nullité totale du contrat.

---

---

**Article 4.      Commandes**

---

---

La validation de la commande, n'est effective que lorsque le client a :

- o *Accepter les CGV indiqués sur la page de vente*
- o *Renoncer à son droit de rétractation*
- o *Effectuer le paiement*

Une fois la commande validée et le paiement effectué, le client recevra par e-mail, la confirmation et le récapitulatif de sa commande.

Le vendeur se réserve le droit de demander au client, préalablement au traitement de sa commande, des pièces attestant de son identité, lorsqu'il suspecte une éventuelle fraude ou pratiques abusives. Avant la validation de la commande, le client accepte expressément les présentes CGV, en cochant la case : « J'ai lu les conditions générales de vente et les accepte ».

---

## Article 5. **Tarifs et modalités de paiement**

---

### 1§ **Tarifs**

Les prix des produits sont exprimés en euros, les prix des produits sont exprimés en euros, hors taxe (HT).

Produits	Tarifs
Com' en famille	85€ en pré-vente jusqu'au 30/06/24 puis le prix passe à 110€

Le vendeur se réserve le droit de modifier les prix à tout moment, cette modification ne s'applique pas aux clients ayant effectué l'achat avant la modification.

Le vendeur se réserve le droit d'établir des offres promotionnelles et des réductions ponctuelles.

Durant leur période de validité, les tarifs sont fermes et non négociables. En aucun cas, le client ne peut prétendre à l'application de réductions qui ne sont plus en vigueur le jour de la commande.

### 2§ **Modalités de paiement**

Pour les commandes dont le montant est inférieur à 100 euros, le paiement est exigible immédiatement à la commande (paiement comptant), il correspond au montant total de l'achat, au moment de la passation de la commande par le client.

Toutefois, pour les commandes dont le montant est supérieur à 100 euros le vendeur peut accorder au client la possibilité de payer en deux fois. Auquel cas un premier acompte de 50% sera exigible lors de la validation de la commande.

---

---

Le client effectue le paiement en ligne et de manière sécurisée selon les modalités suivantes :

- Carte bancaire : Mastercard, visa, American Express ou autres cartes bleues,

Les informations transmises sont échangées en mode crypté.

En cas d'une impossibilité de débiter la carte bancaire, la commande est annulée.

---

#### **Article 6. Conclusion du contrat par voie électronique**

---

Le client garantit qu'il est le titulaire de la carte bancaire utilisée pour le paiement.

Il recevra par courrier électronique la confirmation de sa commande et du paiement qu'il a effectué.

Toute commande effectuée constitue un contrat de vente (électronique) entre le vendeur et le client. La langue proposée pour la conclusion du contrat est la langue française.

Le vendeur se réserve la possibilité d'annuler ou de refuser toute commande d'un client avec lequel il aurait un litige pour manquement à son obligation de paiement (pour une commande antérieure), ou pour tout autre motif légitime.

Le contrat conclu est archivé par le vendeur et peut constituer un moyen de preuve.

---

#### **Article 7. Transfert de propriété**

---

Le transfert de propriété des produits du vendeur au profit du client, s'opère après le paiement complet du prix par le client.

---

#### **Article 8. Livraison**

---

Concernant les délais de livraison, les produits seront livrés le 2 juillet en cas d'achat en pré-vente par courrier électronique, à l'adresse e-mail renseignée par le client au moment de sa commande.

En revanche, pour toutes commandes passées après le 2 juillet les produits sont immédiatement accessibles via système io (*notez le nom de la plateforme ou du site*).

Le retard de livraison n'engendre pas l'annulation de la commande ou une quelconque indemnisation en faveur du client.

Toutefois, en cas de retard de livraison des produits, au plus tard 30 jours après la date de livraison prévue, le consommateur peut demander la résolution du contrat, par écrit, dans les conditions prévues par le code de la consommation aux articles L.216-1, L.216-6, L.216-7 et L.216-8 du Code de la consommation. À l'exception d'un cas de force majeure ou le fait du client.

Dans ce cas, le vendeur s'engage à rembourser le client de la totalité des sommes versées au plus tard dans les quatorze jours suivant la date de dénonciation du contrat.

---

---

**Article 9. Droit de rétractation**

---

Les produits proposés par le vendeur échappent à l'application du droit de rétractation car ils sont accessibles par le consommateur immédiatement après le paiement.

En effet, l'article L221-28 du Code de la consommation dispose que le droit de rétractation ne s'applique pas pour certains contrats, notamment pour les :

- Contrats de services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et, si le contrat soumet le consommateur à une obligation de payer, dont l'exécution a commencé avec son accord préalable et exprès et avec la reconnaissance par lui de la perte de son droit de rétractation, lorsque la prestation aura été pleinement exécutée par le professionnel ;
- Contrats de fourniture d'enregistrements audio ou vidéo ou de logiciels informatiques lorsqu'ils ont été descellés par le consommateur après la livraison ;
- Contrats de fourniture de biens qui ont été descellés par le consommateur après la livraison et qui ne peuvent être renvoyés pour des raisons d'hygiène ou de protection de la santé.
- Contrats de fourniture de biens ou de services dont le prix dépend de fluctuations sur le marché financier échappant au contrôle du professionnel et susceptibles de se produire pendant le délai de rétractation ;
- Contrats de fourniture de biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés ;
- Contrats de fourniture de biens susceptibles de se détériorer ou de se périmenter rapidement ;
- Contrats de fourniture de biens qui, après avoir été livrés et de par leur nature, sont mélangés de manière indissociable avec d'autres articles ;

Par conséquent, en cochant la case ci-après, le client renonce expressément à exercer son droit de rétractation.

---

---

**Article 10. Les garanties légales**

---

Les produits proposés par le vendeur sont exempts de vices cachés et conformes à la description faite.

Conformément à la réglementation en vigueur, le vendeur assure les garanties suivantes :

- Garantie de conformité des produits
- Garantie contre les vices cachés des produits

### **1. Garantie légale de conformité**

Dans le cadre de la garantie de conformité, le client dispose d'un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien pour agir auprès du vendeur.

La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la réparation ou au remplacement du bien dans un délai de 30 jours suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.

Si la réparation et le remplacement du produit sont impossibles, le client peut soit demander le remboursement intégral (résolution du contrat), soit garder le produit et se faire restituer une partie du prix.

En cas de résolution du contrat (remboursement intégral), le vendeur peut empêcher tout accès au contenu numérique.

---

---

## 2. Garantie légale des vices cachés

La garantie légale des vices cachés s'applique que si le défaut existait à la date d'acquisition. De plus, elle s'applique indépendamment de la garantie commerciale pouvant éventuellement couvrir le produit.

Le client peut faire valoir la garantie contre les vices cachés des produits, conformément à l'article 1641 du Code civil, et dans cette hypothèse, il peut choisir entre la résolution de la vente ou une réduction du prix de vente au sens de l'article 1644 du Code civil.

Afin de mettre en œuvre cette garantie, 3 conditions doivent être réunies :

- Le défaut doit être non apparent lors de l'achat
- Le défaut doit rendre le produit inutilisable ou diminuer très fortement son usage
- Le défaut doit exister au moment de l'achat

Le client devra informer le vendeur par lettre recommandée avec accusé de réception ou par e-mail avec accusé de réception, de la non-conformité ou du vice caché du produit.

Le client devra joindre à la demande le justificatif attestant l'achat et préciser sa volonté : remboursement intégral, échange ou réparation.

---

### Article 11. Responsabilité

---

Le professionnel peut s'exonérer de tout ou partie de sa responsabilité en apportant la preuve que l'inexécution ou la mauvaise exécution du contrat est imputable, soit au consommateur, soit à un cas de force majeure, soit au fait, imprévisible et insurmontable d'un tiers au contrat.

La responsabilité du vendeur ne pourra être engagée qu'en cas de faute ou de négligence prouvée.

Le vendeur ne peut être tenu responsable, en cas de l'indisponibilité de son site internet (temporaire ou permanente) intervenant indépendamment de sa volonté et ayant pour conséquence notamment : la perte de données, rupture du service, piratage etc.

---

### Article 12. Retard de paiement

---

Conformément aux dispositions légales, toute somme non réglée dans un délai de 30 jours après la date prévue du règlement, fera l'objet d'une pénalité de retard égale au taux d'intérêt légal en vigueur.

---

### Article 13. Réclamation et médiation

---

Le client peut adresser toute réclamation en contactant le vendeur aux moyens des coordonnées suivants : [lydiacoachparentale@gmail.com](mailto:lydiacoachparentale@gmail.com)

À défaut d'une résolution amiable, le client peut soumettre le différent à un médiateur qui tentera en toute indépendance et impartialité, de rapprocher les parties en vue d'obtenir une solution amiable, que

---

---

les parties seront libres d'accepter ou de refuser.

En cas de litige, le client pourra adresser sa demande de réclamation sur le site internet ou par voie postale :

Nom du service de médiation : Société Médiation Professionnelle Médiation de la consommation  
Adresse postale du service de médiation : Médiateur-Consommation-Smp 24, rue Albert de Mun 33000 Bordeaux  
Site internet du service de médiation : <https://www.mediateur-consommation-smp.fr/>

La médiation des litiges de la consommation ne s'applique pas aux litiges entre professionnels.

---

**Article 14. Droit de la propriété intellectuelle**

---

Le contenu des produits proposés par le vendeur (documents, connaissances, marques, noms de domaines, produits, logiciels, images, vidéos, dessins, études, présentation, textes et plus généralement toute information objet de droits de la propriété intellectuelle) reste pleinement la propriété du vendeur, aucun droit n'est cédé à titre exclusif. Ce contenu est protégé par le droit de la propriété intellectuelle.

Toute exploitation ou reproduction totale ou partielle du contenu des produits est strictement interdite et sera considérée comme une violation des droits de la propriété intellectuelle et pourra donner lieu à une action en contrefaçon ou en concurrence déloyale.

Le client s'engage à ne pas copier, plagier ou vendre les produits.

Le client dispose du droit de visionnage de de l'ensemble des produits digitaux (vidéo, fichier audio, ...) pendant une durée de **1 an**.

---

**Article 15. Cas de force majeure**

---

La force majeure est prévue à l'article 1218 du Code civil, elle est définie comme tout « événement échappant au contrôle du débiteur, qui ne pouvait être raisonnablement prévu lors de la conclusion du contrat et dont les effets ne peuvent être évités par des mesures appropriées, empêche l'exécution de son obligation par le débiteur ».

Le vendeur ne pourra voir sa responsabilité engagée si la non-exécution ou le retard dans l'exécution de l'une de ses obligations décrite dans les présentes CGV découle d'un cas fortuit ou de force majeure.

Le vendeur s'engage à informer le client de la survenance d'un tel événement par écrit et dans un délai raisonnable.

---

---

**Article 16. Droit applicable**

---

---

Les présentes CGV sont soumises au droit français. Ainsi, seules les juridictions françaises sont compétentes pour trancher le litige.

En cas de litige, aucune traduction en une autre langue ne saurait s'y substituer.

En cas de désaccord entre les parties, la recherche d'une solution amiable sera privilégiée.

Je reconnais avoir lu et accepté les conditions générales de vente applicables.

# Formulaire de rétractation

Si vous souhaitez vous rétracter de la commande passée, veuillez compléter le présent formulaire et nous le renvoyer par courrier recommandé avec accusé de réception à l'adresse suivante : [Insérer le texte ici](#)

Je vous notifie par la présente ma décision de me rétracter du contrat portant sur la commande suivante :

Nom	
Prénom	
Adresse	
E-mail	
Téléphone	
Numéro de la commande	
Date de la commande	
Date de (livraison/début d'exécution)	

Fait à [Insérer le texte ici](#)

Le [Insérer le texte ici](#)

(Signature)

**\*Article L.221-18 du Code de la consommation**

« Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation d'un contrat conclu à distance, à la suite d'un démarchage téléphonique ou hors établissement, sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L. 221-23 à L. 221-25.... ».